

## **INTERVENTION DE SYNTHÈSE DES TRAVAUX**

### **11<sup>ème</sup> CONFÉRENCE RÉGIONALE**

#### **10 – 11 juin 2015 – VERDUN - « Salle des Sociétés »**

Chères et Chers Amis, Chères et Chers Camarades,

Nous voilà arrivés au terme de nos travaux, de ce qui restera la dernière Conférence Régionale de la CGT Lorraine, tout du moins sous cette forme.

Cette conférence a permis de poser collectivement les enjeux pour notre CGT dans ce contexte de décentralisation et de préparation de notre 51<sup>ème</sup> Congrès Confédéral.

Nous sommes face à une réforme territoriale qui ambitionne de déconcentrer une grande partie des pouvoirs de l'Etat vers les nouvelles Régions et les Métropoles. C'est une véritable révolution de l'organisation territoriale de la République, avec une réforme sans précédent de l'Etat et de ses services. Ainsi, le Préfet de Région aura des pouvoirs étendus et sera le véritable superviseur de l'état en territoire.

Ne nous trompons pas, cette déconcentration fait partie d'une stratégie d'ensemble avec, entre autres, la loi Macron et le pacte de responsabilité qui visent à permettre au capitalisme en pleine restructuration d'augmenter son taux de profit. C'est aussi, un des premiers moyens de réduction du budget de l'Etat sous les injonctions de Bruxelles.

Alors qu'on nous propose de mettre en place des futures régions françaises de taille européenne du type des Länder Allemands, il y a tromperie sur les objectifs. Si les futures Régions seront certes de taille imposante, elles n'auront nullement les moyens de rivaliser avec leurs homologues européennes. Nous créons des Régions Françaises de la taille d'un colosse, mais d'un colosse aux pieds d'argile.

Avec la fusion Alsace/ Champagne-Ardenne/ Lorraine, la future région ACAL qui verra le jour au 1<sup>er</sup> janvier 2016 sera effectivement un géant territorial. Sa superficie sera de deux fois celle de l'Autriche, une fois et demie celle de la Belgique. Mais la région ACAL sera à la remorque en termes de perte de

population et de PIB. Sur l'emploi, ce sont 100 000 emplois de perdus entre 2008 et 2012, ce sont aussi 450 000 demandeurs d'emploi.

La loi NOTRe, **N**ouvelle **O**rganisation **T**erritoriale de la **R**épublique, toujours en débat à l'Assemblée, laisse quand même planer certaines questions relatives à l'avenir réservé aux départements à l'horizon 2020. D'ailleurs, seulement 8 régions seront effectives sur le territoire national. Tout du moins, ce sont les objectifs à terme.

Evidemment les fortes inégalités qui existent entre les différentes zones d'emploi, vont s'accroître inévitablement avec la mise en place de Territoires dits « d'excellence » construits autour d'une métropole qui va concentrer tous les services de l'Etat.

Les choix politiques actuels au service du grand capital font de la « Métropolisation » le schéma de l'Europe de demain, avec des services publics, une recherche universitaire et des pôles de compétitivité au service des grands groupes. Pour la CGT, cette réforme est mal préparée, sans moyen, avec des conséquences sur le creusement des déséquilibres territoriaux déjà existants, y compris au niveau des services publics.

Déjà bien mis à mal, nos services publics font face à un véritable plan social d'ampleur. Tous les services publics sont touchés en commençant par les services de l'Etat, DREAL, DRAC, DIRECCTE, Education Nationale et j'en passe. Les services de la Santé et des Conseils Régionaux sont concernés dans un deuxième temps.

L'essence même de nos services publics, au service de l'égalité de traitement des citoyens est balayée avec cette réforme. Cette constante française d'une conception régalienne des services publics déjà bien menacée avec la RGPP et les différentes décentralisations est aujourd'hui cassée sur l'autel du rouleau compresseur des politiques libérales Européennes. Avec la possibilité de créer des EPCI (**E**tablissements **P**ublics de **C**oopération **I**ntercommunale) en lieu et place de services publics dans les communautés de communes et les métropoles, le gouvernement donne au capital des éléments structurants et fondamentaux du vivre ensemble de notre société Française. Nous combattons cela, c'est d'ailleurs tout le sens de l'initiative CGT de Guéret ce weekend.

En mettant en place des instances informelles de dialogue social avec les Préfet Préfigurateurs, nous voyons bien comment nos gouvernants considèrent le dialogue social. Sur l'ACAL, le Préfet Préfigurateur Bouillon a donc organisé une première réunion mi-mai à laquelle nous avons participé avec Sabine Duménil pour le Comité Régional Champagne-Ardenne et Raymond Ruck pour celui d'Alsace. Une première réunion de dialogue social informelle donc, où le Préfet nous a annoncé qu'il souhaitait s'entourer d'un état-major renforcé sur la capitale de la nouvelle région avec les Directions Régionales à ses côtés.

On nous demande notre avis, mais tout est déjà ficelé, c'est cela la conception du dialogue social vu par les socialistes au pouvoir. Avec leurs prédécesseurs, les organisations syndicales étaient comme un seul homme pour dénoncer les dérives Sarkozyennes en la matière, aujourd'hui peu de voix s'élèvent. Ces décisions sont dans la droite ligne de la loi sur le dialogue social qui remet en cause une partie des acquis des IRP, au travers des seuils, des CHSCT, et de la NAO.

Soyons clairs, malgré la contestation de cette loi, concernant les perspectives syndicales qui se dégagent aujourd'hui, tant sur le revendicatif que notre vie syndicale, nous nous projetons maintenant sur le périmètre de l'ACAL.

Le premier enjeu pour nous est de travailler des alternatives revendicatives sur ce nouveau périmètre. C'est essentiel pour être force de propositions sur les prérogatives régionales et mettre en avant d'autres choix de société.

Nous ne partons pas de rien car nos camarades mandatés dans les trois Conseils Economiques Sociaux et Environnementaux sont particulièrement impliqués dans les groupes de travail au niveau de l'ACAL. Aujourd'hui, alors que les contrats de plan Etat/Régions vont se fondre en un seul, il est nécessaire de contester les choix qui reposent sur les aides aux entreprises sans contreparties.

Mais la contestation ne suffit pas, car la CGT doit être aussi force de propositions. Pour cela, nous avons décidé au niveau de notre coordination CGT ACAL de travailler un projet pour l'automne qui porte sur notre vision CGT de cette nouvelle Région. Ce projet, pourra être enrichi au fur et à mesure des travaux que nous produirons sur tous les aspects revendicatifs, emploi, industrie, services publics, protection sociale, transport, formation

professionnelle etc... Néanmoins, nous devons travailler sa conception dans une vision européenne, notamment au travers des contrats de plan Etat/Région et des financements.

Comme cela a été évoqué ce matin dans notre table ronde, il devient urgent de développer notre réflexion de syndicalistes à partir des enjeux européens en sortant, tant que faire se peut, de notre seule conception nationale, d'autant que nous accueillerons en septembre le congrès de la CES dans notre pays qui sera un temps fort. Les syndicalistes Européens s'accordent sur le besoin de développer ensemble les revendications : d'ailleurs le plan d'investissement proposé par la CES en est un bon exemple.

[D'ailleurs notre Comité Régional est demandeur pour mener une campagne contre le TAFTA au niveau du périmètre SARLORLUX. C'est avec enthousiasme que nous répondons positivement à l'invitation des camarades de l'OGBL pour une participation à l'initiative qu'ils organisent en octobre sur cette question.](#)

Notre Région Lorraine a toujours été une terre d'immigration, mais aussi d'échanges de par sa particularité transfrontalière. Pour le Comité Régional CGT, même s'il n'en a pas été toujours ainsi, les coopérations syndicales et l'engagement dans les CSI sont ancrés dans notre activité depuis plusieurs années. Notre 11<sup>ème</sup> Conférence conforte cet engagement, d'autant qu'à l'avenir, la Région ACAL sera une des premières régions frontalières européennes, si ce n'est la première. C'est aussi un élément que notre coordination devra prendre en compte. C'est déjà le cas par exemple avec le Comité Régional Alsace concernant la coopération que nous entretenons ensemble avec Verdi, la fédération des commerces et services publics du DGB Allemand.

Pour revenir sur la construction de notre cahier revendicatif, nous pourrions travailler des alternatives avec nos camarades des CESER, mais cela ne se fera pas sans les professions, ni les syndicats. Notre organisation doit fonctionner à l'image de ce que nous avons travaillé collectivement sur l'A31 bis par un cahier d'acteur CGT avec des membres du CESEL en lien avec les syndicats des professions concernées et le soutien de l'UIT.

Sans rappeler le contenu de notre cahier d'acteur, il y a urgence à remettre cet axe majeur en sécurité pour les usagers de la route qui, sommes toute, sont en majorité des salariés qui transitent vers leurs lieux de travail, puisque 100 000

Lorrains passent la frontière chaque jour. Néanmoins, il est intolérable de faire cadeau de cet investissement, payé entre autres, par tous les Lorrains il y a 25 ans, au privé, comme le souhaite la région. Ces investissements doivent, avant tout, bénéficier d'un financement public, mais aussi européen, pour un axe utilisé régulièrement pour les transits internationaux. Evidemment, cette mise en sécurité doit s'accompagner d'autres orientations en matière multimodale, sous peine de voir s'asphyxier de nouveau l'A 31 rapidement. Cela sous-entend, que les transports en commun sur le sillon Lorrain, via le Luxembourg doivent être revus, ainsi que l'axe nord-sud avec l'électrification de la ligne Epinal/Belfort, et la construction du canal à gros gabarit vers la Saône. Nous déplorons évidemment que la Gare d'interconnexion de Vandières n'ait pas vu le jour, faute de courage politique des Elus régionaux et du Président Masseret.

Notre future Région a des atouts. En effet, la région ACAL est la première Région exportatrice Française, hors Ile de France. Cela représente 38% de notre PIB. Nous avons aussi des atouts avec des pôles d'attractivité transfrontaliers comme Bâle et le Luxembourg, 6 pôles de compétitivité, des pôles universitaires reconnus, un tissu industriel solide dans plusieurs filières, une agriculture importante qui compte.

Pour cela, il faut évidemment changer de politique afin que l'Etat reprenne la main sur la mise en place d'une véritable stratégie industrielle à partir des filières. Cette question, nous devons la travailler collectivement à l'échelle de cette nouvelle Région avec les syndicats concernés et les professions. Face aux prérogatives économiques de la Région, il y a besoin de travailler sur ce périmètre. Notre industrie doit être confortée, car elle apporte la valeur ajoutée essentielle au développement économique et social. Elle est aussi pourvoyeuse d'emplois, car pour un emploi industriel c'est deux emplois induits, voire trois dans l'industrie lourde comme la chimie ou le papier carton.

Cette question doit s'articuler avec nos syndicats des entreprises industrielles.

C'est d'ailleurs essentiellement dans l'entreprise que les revendications salariales s'exercent. Il y a exigence aujourd'hui de partager les richesses en augmentant les salaires, les pensions et minimas sociaux. C'est à cette seule condition que nous développerons l'emploi industriel et maintiendrons nos services publics car l'austérité nuit gravement à la santé économique et sociale

de notre pays. Ne lâchons rien sur la question du coût du capital, nous avons tous les arguments pour convaincre que les choix politiques de financer les entreprises, affaiblissent notre économie et engraisent les banques et les actionnaires.

Le 25 juin à l'appel de la CGT, sera d'ailleurs un temps fort pour revendiquer un salaire permettant de vivre dignement à 32 heures. Car le partage de la richesse passe aussi par la réduction du temps de travail. Faisons de cette journée du 25 juin une étape importante de mobilisation pour se mettre en capacité de préparer dès maintenant la rentrée sociale. Cette rentrée doit être chaude, c'est dans cette perspective que nous tiendrons 8 Meetings de Rentrée dans les Régions. Pour le grand Est nous nous retrouverons le vendredi 4 septembre prochain au Palais des Congrès de Nancy avec un objectif de 300 participants. C'est un événement important de notre rentrée revendicative pour une CGT de conquête qui ne lâche rien. Une CGT qui continue la bataille des salaires, une CGT qui remet la réduction du temps de travail au cœur de son action.

[D'ailleurs, la marche NVO CGT de la Petite Pierre, ce 21 juin, l'initiative de la CGT au théâtre du Peuple de Bussang, le 26 juillet prochain, ainsi que la journée CGT vers les saisonniers de Gérardmer, avec la caravane CGT sont des temps forts pour préparer notre rentrée sociale.](#)

Un autre objectif est la marche des fiertés de Metz ce samedi à 14h place St Louis. La CGT impliquée depuis 1996 confédéralement, et plus de 10 ans en Lorraine pour défendre le droit à la différence sera présente avec un stand sur le village associatif et dans la Marche, comme elle l'a été dans la Marche de Lorraine sud le samedi 30 mai dernier. Alors soyons nombreux à cette manifestation pour soutenir les salariés qui se retrouvent bien souvent discriminés à cause de leur homosexualité. ~~Les bien-pensants anti-mariage~~[Les bien-pensants anti-mariages](#) pour tous et leurs acolytes de l'extrême droite sévissent.

Nous assistons à un véritable recul au niveau des libertés dans notre société. C'est une réalité pour un bon nombre de femmes musulmanes qui préfèrent mettre le voile plutôt que de subir des pressions. Le recul des droits des

femmes est aussi une réalité dans la société européenne où les archaïsmes, le machisme, demeurent bien ancrés.

Ces retours en arrière sont aussi une évidence pour nos camarades dans les entreprises. Les intimidations et la discrimination syndicale se renforcent avec un patronat de droit divin, conforté par le gouvernement et rendu tout puissant dans ce contexte économique et social.

Ne lâchons rien contre ces actes intolérables, restons unis et mobilisés dans la fraternité qui nous anime. [Le 23 septembre sera une journée importante de mobilisation à Montreuil pour rappeler notre attachement aux libertés syndicales.](#)

Le parallèle entre les reculs de nos libertés fondamentales et la montée des idées d'extrême droite dans notre société qui se fascise chaque jour d'avantage, apparait sans ambiguïté.

Notre combat contre ces idées abominables est plus que jamais d'actualité à l'approche des élections régionales.

[Comme cela a été proposé dans le débat, plusieurs outils sont à disposition des organisations dans le cadre de la campagne confédérale contre l'extrême droite. Avec des formations ou même différentes initiatives, notamment celle de Hayange, lieu symbolique, le 2 octobre prochain.](#)

Mes camarades, tenons notre objectif d'un [Meeting CGT en Lorraine initiative](#) contre les idées d'extrême droite en novembre, ne lâchons rien sur notre engagement de défendre les droits fondamentaux de tout être humain.

Mes Camarades, comme je vous l'ai rappelé, nous allons travailler dorénavant certaines questions revendicatives au niveau de notre nouveau périmètre régional. Dans ce contexte de fusion des 3 régions Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine c'est une nécessité pour gagner en efficacité, car les enjeux pour les salariés se portent maintenant en grande partie au niveau de ce nouveau périmètre. Avec un Préfet et un exécutif de Région aux pouvoirs renforcés, la CGT devra s'organiser pour parler d'une seule voix.

C'est ce que nous sommes d'ailleurs en train de faire. Après plusieurs rencontres entre nos trois Comités Régionaux, nous avons créé une

coordination de la CGT ACAL. Ainsi, les dix Unions Départementales et les trois Comité Régionaux se retrouvent régulièrement pour travailler ensemble l'approche CGT au niveau de ce nouveau périmètre. C'est bien collectivement que nous avons décidé de travailler un projet CGT ACAL. Il en est de même pour l'organisation de prochaines réunions des mandatés de la Formation Professionnelle et de l'emploi.

Nous organisons aussi une rencontre de nos mandatés CGT dans les Conseils Economiques Sociaux et Environnementaux Régionaux. Nous nous retrouverons le 23 juin prochain à Nancy pour, d'une part travailler notre projet ACAL et, d'autre part échanger sur le futur CESER. En effet, dès le premier janvier 2016 il n'y aura qu'un seul CESER au niveau d'ACAL. S'il semble qu'une période transitoire d'une année soit acquise, il nous faudra néanmoins préparer une future équipe. A ce jour, nous avons décidé de créer les conditions d'une présidence CGT dans le nouveau CESER en la personne de Patrick Tassin. Patrick est déjà Président du CESER Champagne/Ardenne. Il est l'un des deux Président CGT de CESER en France. Une Présidence CGT sera un atout majeur pour notre organisation confrontée à des enjeux de société d'autant plus prégnants dans le contexte politique, économique et social actuel.

La question des CESER est aussi essentielle pour le Fonctionnement de nos Comités Régionaux, car les vacances de nos mandatés sont la première ressource de l'organisation. Aujourd'hui, alors que notre délégation se compose de 21 mandatés sur les trois Régions, nous devrions être à peine 14 CGT dans le prochain CESER. Soyons clairs, il ne sera pas possible de faire vivre nos trois Comités Régionaux dans ces conditions. A moins que notre Congrès Confédéral prenne les décisions qui s'imposent sur une nouvelle répartition des cotisations syndicales, mais permettez-moi d'en douter.

Nous entendons bien nos camarades qui se posent la question de la mise en place d'un Comité Régional ACAL. Pourquoi devrions-nous coller les structures de la CGT à la nouvelle organisation de la République, alors que nous contestons la réforme ?

Au-delà de la question financière pourtant importante, nous gérons environ 150 mandatés par Région, qui pour une grande partie d'entre eux sont dans

des instances qui vont fusionner. La problématique des mandats sera vite ingérable avec trois Comité Régionaux. De plus, à ce jour les Statuts Confédéraux de la CGT sont clairs : à chaque Conseil Régional un Comité Régional. Même si ce n'est pas notre 51<sup>ème</sup> Congrès qui décidera de la fusion des Comités Régionaux, les débats seront un point d'appui essentiel de nos décisions futures.

La question territoriale est à l'ordre du jour de notre 51<sup>ème</sup> Congrès, plaçons l'avenir de la CGT ACAL dans ce débat préparatoire car si la question du devenir des Comité Régionaux apparait central, nous devons aller au bout de la réflexion sur le rôle et la place des Unions Locales et Départementales. D'ailleurs, il me semble important que nous puissions travailler une initiative avec nos Unions Locales dans le cadre de la préparation de notre Congrès.

Que l'on soit d'accord au pas, la réforme territoriale se met en place avec des prérogatives renforcées du rôle des Régions. Cette réflexion sur la place de chaque structure, UL, UD, Comités Régionaux et fédérations est essentielle pour retrouver notre efficacité tant en matière du renforcement nécessaire que de la politique revendicative. Concernant la Région, la question fondamentale que nous devons trancher lors de notre Congrès est centrée sur le lien ou non avec les syndicats au niveau statutaire.

Mais s'interroger sur le rôle de la CGT en territoire doit interpeller nos fédérations sur leur fonctionnement centralisé. L'enjeu d'une CGT confédéralisée en régions doit être au cœur de notre réflexion. Avancer sur le rôle des professions dans l'interprofessionnelle Régionale c'est répondre en grande partie à la nécessité du « tous ensemble », car il devient urgent, que toutes les organisations de la CGT portent en cohérence des objectifs communs.

Nous avons la responsabilité de poser ce débat dans la préparation de notre Congrès. Nous avons assez attendu, et il est temps aujourd'hui de mettre en place la CGT de demain.

Mes Camarades, notre 11<sup>ème</sup> Conférence se termine, et je voudrais saluer notre Camarade Jacky Duhaut pour son engagement pendant ces onze années à la tête du Comité Régional de Lorraine.

Jacky, après seulement quelques semaines dans ton Bureau je me rends compte de ce que tu as pu endurer de la part des camarades des UD dont je faisais partie d'ailleurs, mais je sais aussi, comme les camarades des UD ce que tu nous as fait endurer.

Trêve de plaisanterie, par ton militantisme tu as pris une place importante dans les organisations de la CGT et depuis onze ans particulièrement en Lorraine. Je t'ai demandé de continuer au Comité Régional car nous avons besoin de camarades expérimentés en cette période.

Merci de poursuivre ton engagement !

Merci, Jacky pour ces onze années !